

Bernard Guetta

**La nation
européenne**

RÉCIT

A close-up portrait of Bernard Guetta, an older man with grey hair and a serious expression, wearing a dark suit jacket over a striped shirt. The background is a solid dark blue.

Comment Trump,
Poutine et le Covid
ont transformé l'Union

Flammarion

La nation européenne

DU MÊME AUTEUR

L'Enquête hongroise (puis polonaise, italienne et autrichienne),
Flammarion, 2019.

Dans l'ivresse de l'Histoire, Flammarion, 2017 ; J'ai lu, 2018.

Intime conviction. Comment je suis devenu européen, Seuil,
2014.

L'An I des révolutions arabes, Belin, 2012.

Avec Alain Juppé et Michel Rocard, *La Politique, telle
qu'elle meurt de ne pas être*, JC Lattès, 2011.

Avec Jean Lacouture, *Le monde est mon métier. Le jour-
naliste, les pouvoirs et la vérité*, Grasset, 2007.

Avec Philippe Labarde, *L'Europe fédérale*, Grasset, 2002.
Géopolitique, Éditions de l'Olivier, 1995.

Éloge de la tortue. L'URSS de Gorbatchev (1985-1991),
Le Monde Éditions, 1991.

Avec Bruno Barbey, *Pologne*, Arthaud, 1982.

Avec Claude Neuschwander, *Patron mais...*, Seuil, 1975.

Bernard Guetta

La nation européenne

Récit

Flammarion

© Flammarion, 2023.
ISBN : 978-2-0804-2606-2

À Pierre Guetta, mon père

*« On ne croit qu'en ceux qui croient
en eux. »*

Talleyrand

DEUX AVEUX, TROIS CONVICTIONS

Je ne savais pas ce qu'était la vie politique. Lorsque je suis devenu eurodéputé, en 2019, je n'avais pas non plus la moindre idée du fonctionnement d'un Parlement mais trois convictions m'habitaient.

La première était que la question russe était centrale. Je n'en doutais pas car, trente ans plus tôt, comme correspondant du *Monde* à Moscou, j'avais vécu les moments qui portaient en germe le retour de la guerre en Europe. J'avais été témoin de la cécité avec laquelle les Occidentaux avaient refusé d'aider Gorbatchev à sortir du communisme. J'avais vu l'URSS se défaire et un déséquilibre international succéder à l'équilibre de la terreur sans que personne, ni les Russes, ni les Européens, ni les Américains, ne se soit soucié de jeter les bases d'un nouvel ordre mondial.

La crise couvrait depuis et seule l'unité européenne – j'en étais convaincu depuis la chute du mur – pouvait offrir au monde un nouveau pôle de stabilité.

Quant à ma troisième conviction, elle était que la donne internationale avait une nouvelle fois changé,

du tout au tout, avec l'annexion de la Crimée en 2014, la victoire de Donald Trump en 2016, la croissance des dépenses militaires chinoises et l'élection, en France, d'un avocat de la « souveraineté européenne ».

J'ai beaucoup appris au Parlement. J'y ai initié des batailles et participé à la mobilisation en faveur du Bélarusse et de l'Ukraine. J'y ai vu l'Union se rallier à l'idée d'une Défense commune et entamer sa marche vers l'Europe politique. J'y ai tant évolué aussi que ce récit est celui d'une profonde et double mue, d'un homme et de l'Europe.

À DONALD TRUMP,
PÈRE REFONDATEUR DE L'UNION

J'avais de nouveau dix ans. Presque aussi perdu que je l'étais alors, je revivais mon entrée en sixième avec pour seule différence que j'étais bichonné, rassuré, accompagné dans tous mes pas et constamment éclairé sur tout et tout le monde par une figure de ce Parlement mythique dont j'étais devenu député.

Mélanie avait été l'assistante d'une pléiade d'élus dont l'ombre plane encore sur la représentation européenne. Tous avaient tant insisté pour que je l'embauche que je craignais qu'ils ne veuillent m'inscrire, à travers elle, dans une trop pesante filiation. J'hésitais mais le courant passait et Mélanie en était déjà, comme elle n'a cessé de le faire depuis, à calmer mes indignations et prévenir mes maladresses.

« Mais quoi ! Le Parlement fournit une tablette à chaque élu ? Plus de sept cents tablettes et je dois faire la queue pour devenir complice de cette gabe-gie ? » Sourire de Mélanie : « C'est extrêmement utile.

Vous ne vous en passerez plus. » Ah ouais ? Vraiment ? J'en doutais beaucoup et ne me suis d'ailleurs jamais servi de cet écran de trop mais je n'ai pas eu le temps d'argumenter car...

« Et ça ? Vous avez vu ça ? Il faut que je m'engage à ne pas harceler mes collaborateurs ! Pourquoi ne pas m'engager à ne pas les violer ? Pourquoi ne pas me demander de ne tuer personne ? Je ne signe pas ! Pas question. » Sourire de Mélanie : « Vous ne resterez pas inaperçu, mais vous imaginez la suite ? Cinq ans à vivre avec l'étiquette du député qui avait refusé de s'engager à ne pas sexuellement abuser de sa position ? »

J'ai cédé. Je ne savais pas encore que j'allais devoir céder non pas à toutes mais à beaucoup de ces convenances de l'heure qui sont aussi fortes au Parlement européen que le puritanisme le fut dans la Grande-Bretagne du XIX^e siècle. J'ai même accepté ce cadrage de face, regard droit, pas de lunettes, qui aura fait de moi un serial killer sur mon badge et le trombinoscope du Parlement mais, bon...

Au soir d'une journée de files d'attente, tout avait été réglé en moins de neuf heures. J'étais tamponné de partout, déjà habitué à ce qu'on me donne du « Monsieur le député » et les services financiers avaient enregistré mes trois numéros de compte, mon compte parisien sur lequel j'avais demandé qu'on vire mon indemnité parlementaire et les deux comptes que j'avais dû ouvrir à Bruxelles : le compte dit « voyages » pour l'indemnité forfaitaire couvrant les frais d'hôtel et de restaurant durant les journées de

présence au Parlement, et le compte « bureau », les frais de fonctionnement – « le forfait gommes, crayons », disait Mélanie – dont j’allais régulièrement rembourser une large part car je n’ai pas de permanence parisienne à financer.

À l’heure du dîner, Mélanie était embauchée et la journée m’avait appris que le Parlement était scrupuleusement *Me Too* mais cultivait un étrange rapport à l’argent. Ce Parlement ne se soucie pas de contrôler l’utilisation de frais de bureau pourtant conséquents. Il accepte de financer deux sièges au lieu d’un, Bruxelles et Strasbourg, trois même en comptant les bureaux de Luxembourg, veille bien mal, je le découvrirai plus tard, aux dangers de corruption mais peut se montrer très bureaucratiquement tatillon sur les frais de déplacement.

Chaque institution a ses étrangetés, toutes inscrites dans son histoire. J’ai souvent rêvé d’y changer mille choses. J’avais même fait un tabac en proposant que les rapports et résolutions ne s’ouvrent plus sur trois pages d’interminables « considérant que... » (*whereas* en anglais) qui pourraient avantageusement devenir des notes de bas de page. J’ai cru la chose faite mais, sauf pour les résolutions d’urgence, rien n’a bougé parce qu’on a toujours fait ainsi et qu’il aurait fallu des dizaines de réunions pour décider des nouvelles instructions à donner aux fonctionnaires en charge des recherches et premières moutures.

Les deux sièges, alors ?...

Je me perdais encore dans les couloirs bruxellois que des collègues scandinaves sont passés à l’attaque :

« Vous savez à combien reviennent les seuls allers-retours entre les deux sièges ? À 200 millions par an, Bernard ! Alors vous qui êtes journaliste, allez-y ! Faites bouger les choses puisque seul un Français pourra le faire. » J'étais mal à l'aise car il y avait des années déjà, bien avant que je ne sois élu, que je pensais que la France avait tort de s'accrocher aux traités pour conserver ce qui n'est même pas vraiment le siège du Parlement mais quatre jours de plénière par mois dans des bâtiments qui restent voués au sommeil tout le reste du temps. Par son intransigeance, m'étais-je souvent dit, la France ne fait que compliquer la vie des eurodéputés et imposer d'inraisonnables dépenses alors que son rayonnement comme ses finances seraient bien mieux servis si elle obtenait à la place, dans ces mêmes bâtiments qui pourraient être aisément reconvertis et agrandis, l'installation de la future Défense commune et de ces campus paneuropéens d'excellence dont nous n'avons toujours pas su nous doter.

J'aurais donc pu dire à ces Scandinaves que j'étais d'accord avec eux mais j'ai contre-attaqué : « Et vous nous proposez quoi en échange ? » Ils en sont restés cois car, d'ordinaire, nous répondons, nous Français, que le Parlement doit rester à Strasbourg parce que cette ville incarne, et c'est vrai, la réconciliation franco-allemande sur laquelle l'unité européenne s'est développée. Nous invoquons l'Histoire mais je m'en suis abstenu. Je leur ai plutôt fait valoir, donnant-donnant, qu'aucun État membre n'abandonnerait sans compensation un avantage inscrit dans les

traités, que nous n'aurions, nous non plus, aucune raison de le faire et que c'était donc à eux, aux autres, à nos partenaires européens, de nous faire une proposition que nous ne puissions pas refuser. Ils ne sont plus jamais revenus à la charge mais ce fut à mon tour de rester sans voix lorsque j'ai tenté de convaincre des élus français que nous devrions faire discrètement savoir aux autres États membres que nous étions disposés à revenir sur le double siège à condition de n'y rien perdre.

À la frontière franco-allemande, leur disais-je, nous pourrions ainsi faire de l'Alsace et de sa capitale le cœur de l'Europe politique à venir, de sa Défense, de sa Recherche et de la formation de ses fonctionnaires et de ses meilleurs universitaires : notre Ivy League et notre Pentagone à la fois, peut-être aussi notre Langley. Pour Strasbourg, pour l'Alsace, pour la France, avais-je poursuivi, ce serait tout autre chose qu'une session mensuelle et nous n'aurions, pour cela, qu'à abandonner un siège que nous ne pourrions pas éternellement conserver et à pleinement consacrer une ville non pas française mais francophone, Bruxelles, comme capitale de l'Union. Je m'enivrais moi-même de cette évocation à mes yeux irrésistible. Il n'y avait rien à objecter, n'est-ce pas ? Alors, on y va ? On pose des jalons, prévient l'Élysée et mobilise sans plus attendre la mairie de Strasbourg ?

Mes collègues ont eu pour moi le sourire attendri que suscite le petit garçon rêvant de devenir pompier et, dans le silence qui s'est ensuivi, j'ai compris

que je ne comprenais rien à la politique telle qu'elle se meurt d'être encore. Comment ça ? Je ne savais pas ? Je ne comprenais pas qu'à seulement songer à renoncer au siège strasbourgeois tout parti commettrait un suicide car il y perdrait l'Alsace ?

Eh bien non, ça ne m'avait pas effleuré. Ce n'est pas l'idée que je me fais de la politique car je crois qu'on a tout à gagner à ne pas sous-estimer l'intelligence des électeurs et à leur parler vrai mais, même au Parlement européen, moins qu'ailleurs mais tout de même, les calculs d'apothicaire peuvent l'emporter sur les visions d'avenir. C'est si vrai qu'il m'est arrivé de me dire, dans des nuits d'insomnie, que je ne voulais plus être mêlé, même indirectement, à ces intrigues de cour de récré et démissionnais dès le lendemain mais ce Parlement, je l'ai pourtant adoré dès mon entrée en sixième, dès la tablette, dès la photo d'assassin et mon engagement à ne violer personne. Je l'ai aimé comme j'aime toujours franchir, à New York, les portes de l'ONU, y voir l'humanité rassemblée dans la filiation des Lumières et toujours tenter, comme Sisyphe, vainement mais obstinément, de défendre la paix et les droits de l'Homme dans la liberté, l'égalité et la fraternité des nations. Oh, ne me dites pas ! Je n'ignore évidemment pas la somme de petits arrangements et de grandes saloperies qui se drape quotidiennement de ces nobles principes mais en quoi les vices du Vatican devraient-ils faire oublier les vertus du christianisme ?

Est-ce parce que l'on ne parvient pas à réaliser ce vers quoi l'on dit vouloir tendre qu'il faudrait

déplorer qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le monde se soit donné pour objectif le droit et la justice plutôt que la loi de la jungle, la protection du plus faible plutôt que le droit du plus fort ?

On en est loin, hélas ! C'est même à reculons que nous marchons mais la noblesse des ambitions que se sont fixées les nations en se réunissant dans l'Organisation des Nations unies n'en est que plus précieuse à l'heure du retour aux nationalismes conquérants, aux fanatismes religieux et à l'exaltation des traditions les plus rétrogrades.

Le ciel s'assombrit mais, dès mon premier jour de membre de ce Parlement, de cette ruche polyglotte et constamment sur la brèche, j'ai physiquement perçu que, loin du si fragile théâtre onusien, loin de cette impuissance mondiale, l'Union européenne avait réussi là où l'ONU a tellement échoué. À six, à neuf, à douze, à vingt-huit, à vingt-sept et, un jour, beaucoup plus, l'Union a fait d'un nombre toujours croissant d'États européens un ensemble régi par des règles de droit, assurant la paix entre ses membres, aimantant par ses succès les Balkans et jusqu'aux confins du Caucase, gouverné par des institutions communes, uni par une même monnaie et élisant au suffrage universel un Parlement pan-européen, plein de défauts et souvent même de ridicules, une énorme machine que j'allais bientôt appeler « l'aéroport » tant il est vaste, ses ailes nombreuses et ses couloirs interminables mais qui n'en est pas moins une vivante et ambitieuse représentation

directe des quelque 450 millions de citoyens de l'Union.

La force de cette singularité, je l'ai ressentie aussi vite que, dès sa descente d'avion, le journaliste que je suis commence à sentir une situation à d'imperceptibles riens, à l'attitude du tronc dans la guérite de police, à la prudence ou la jovialité du chauffeur de taxi, au sourire ou à la fuite des passants abordés au prétexte de leur demander un chemin.

Tenez. Partout ailleurs, nous nous serions ignorés, lui, l'ancien cadre du parti communiste polonais et moi, l'ancien correspondant du *Monde* à Varsovie. Aux temps de Solidarité, de l'état de guerre et du général Jaruzelski, nous appartenions à des mondes opposés mais là, nous savions que nous avions un monde à bâtir ensemble et le Français que je suis intéressait le social-démocrate qu'il était devenu car, bleus et vétérans mêlés, gauche, droite et centre confondus, la France avait la cote au Parlement.

Ce n'est pas seulement que les discours européens d'Emmanuel Macron avaient marqué les esprits et rendu son élan à une Union paralysée depuis que le « non » français avait enterré son projet de Constitution en 2005. C'est aussi qu'il y avait Trump. C'est surtout que les États-Unis étaient gouvernés depuis deux ans par un président aussi imprévisible qu'imprévu, dénonçant l'Union comme un concurrent économique auquel il se faisait fort de tordre le cou et, plus stupéfiant encore, pourfendant l'Alliance atlantique qu'il faisait mine de vouloir quitter et comparait à l'ALENA, l'accord de libre-échange